



## **Action Titre Resto : 4000 commerçants rejoignent une action collective en indemnisation contre les émetteurs de titres-restaurant**

Les experts de Brandeis Fiducie (avocats, juristes, économistes, société de financement), ont mis en place « **Action titre Resto** », une action collective en indemnisation pour aider l'ensemble des acteurs acceptant les titres-restaurant à recouvrer leurs dommages et intérêts après des commissions excessives prélevées par les sociétés émettrices de titres-restaurant.

### **Pourquoi cette action collective en indemnisation ?**

En décembre 2019, l'Autorité de la concurrence a condamné les émetteurs de titres-restaurant – Edenred France, Up, Natixis Intertitres et Sodexo Pass France – à une amende de 415 millions d'euros pour pratiques anticoncurrentielles. Ces pratiques illégales visaient, selon l'Autorité de la concurrence, à limiter l'entrée de nouveaux acteurs sur ce marché ou la dématérialisation des titres-restaurant. Et ça sur une période longue, de 2002 à 2018.

Si la Cour d'appel de Paris confirme la décision de l'Autorité de la concurrence au cours du second semestre 2022, **tous les commerces ayant accepté des titres-restaurant et ayant adhéré à « Action Titre Resto », pourront réclamer une indemnisation calculée à partir de leurs commissions d'acceptations et de leurs frais versés aux émetteurs de titres-restaurant depuis 2002. Ils bénéficieront de plusieurs avantages, juridiques, stratégiques et financiers.**

Il s'agit d'un contentieux complexe, onéreux et lourd que l'équipe de Brandeis Fiducie maîtrise et gère, dans le meilleur intérêt des victimes.

### **Combien coûte « Action Titre Resto » aux professionnels concernés ?**

Les professionnels ayant accepté les titres-restaurant n'ont aucun frais à déboursier. L'intégralité des frais et coûts de l'action engagée pour les victimes par Brandeis Fiducie sont pris en charge par une société de financement.

**Aujourd'hui l'action prend de l'ampleur avec 4000 points de ventes regroupés (restaurateurs, boulangeries, surfaces alimentaires et commerces).**

**Combien Action titre resto peut rapporter aux commerçants indépendants ou en réseau ?  
(1 indemnité de plus d'1 milliard d'euros)**

- Pour une boulangerie ou une épicerie qui auraient accepté entre 2002 et 2018, 100K€ de titres-restaurant par an, le dommage pourrait être supérieur à 70 000 euros\*.
- Pour un franchisé dans la restauration rapide qui aurait accepté entre 2002 et 2018, 200k de titres-restaurant, le dommage pourrait être supérieur à 140 000 euros\*.
- Pour une supérette de taille moyenne qui aurait accepté entre 2002 et 2018, 150K€ de titres-restaurant, le dommage pourrait être supérieur à 100 000 euros\*.

*\*Cette estimation repose sur l'hypothèse que le taux d'acceptation du commerçant aurait été de 3,5 %. Elle n'engage pas Action Titre Resto, toute estimation précise requérant que le commerçant fournisse à Action Titre Resto les informations spécifiques le concernant*

Voici les points sur lesquels ces experts en contentieux de la concurrence pourraient apporter leur éclairage :

- Quelles sont les étapes suivantes ?
- Les avantages de la fiducie.
- Pourquoi lancer l'action de groupe avant que la Cour d'appel rende son arrêt en début 2022 ?
- Quelle différence avec l'action de groupe menée par TransAtlantis ?
- Concrètement, comment doit-on procéder pour être dédommagé ?

: